



U.D.P. 1965 - Etudes: XXXVI  
Commission de Transport - Doc. 41

Unidroit

INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE  
=====

COMITE D'EXPERTS SUR LA COMMISSION DE TRANSPORT

ET LE TRANSPORT COMBINE DE MARCHANDISES

— — —

PROJET DE CONVENTION

relative au contrat de commission en matière de transport

international de marchandises

Rome, Octobre 1965

Chapitre I. Champ d'application

Article 1<sup>er</sup>

1. La présente Convention régit tout contrat de commission qui se rapporte à un transport international de marchandises, et par lequel un commissionnaire s'engage envers un commettant à conclure en son nom propre, mais pour le compte de ce commettant, un ou plusieurs contrats de transport, ainsi qu'à effectuer ou à faire effectuer des prestations accessoires.

2. Est international au sens de la présente Convention tout transport dont le lieu de la prise en charge de la marchandise par le commissionnaire et le lieu de livraison de celle-ci, tels qu'ils sont prévus au contrat de commission ou au titre de commission de transport faisant l'objet du Chapitre IV, sont situés dans deux pays différents dont l'un au moins est un pays contractant.

Il en est ainsi, que ce transport soit prévu comme devant être effectué avec emprunt d'un ou de plusieurs modes de transport, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant le caractère national ou international des transports qui font partie du transport international et quels que soient le domicile, la résidence ou la nationalité des parties.

Si une option est prévue entre deux ou plusieurs lieux de livraison, il suffit que l'un d'eux se trouve dans un pays contractant pour que la Convention s'applique.

3. Les prestations accessoires visées au paragraphe premier comprennent toutes opérations qui incombent au commissionnaire avant le premier transport, entre deux transports ou après le dernier transport, et notamment la prise en charge de la marchandise au lieu indiqué, la garde, l'emmagasinage, le transbordement de la marchandise, les déplacements de celle-ci, l'obtention des pièces nécessaires à l'exportation ou à l'importation, l'accomplissement des formalités de douanes et autres, le paiement anticipé ou le cautionnement des droits, taxes et autres frais incombant au commettant, la vérification de l'état de la marchandise et de son emballage, la remise au transporteur des données nécessaires pour l'établissement des titres de transport, et l'assistance au chargement ou au déchargement.

Chapitre II. Dispositions générales applicables au contrat de commission

Article 2

1. Le commissionnaire veille à tous égards aux droits et intérêts du commettant. Il se conforme aux instructions que celui-ci donne en temps utile et qui sont compatibles avec le contrat de commission. Il veille à ce que les informations qu'il obtient sur les affaires du commettant ne soient pas divulguées à des tiers.

2. Le commissionnaire est tenu de se conformer aux instructions nouvelles du commettant, sauf si celles-ci sont de nature à entraver l'exploitation normale de son entreprise ou à porter préjudice aux intéressés à d'autres envois.

3. Le commissionnaire n'est tenu de faire assurer la marchandise que s'il en a reçu ordre du commettant. En ce cas, à défaut d'instructions particulières, il n'est tenu de contracter cette assurance qu'aux conditions usuelles.

Article 3

Si des mesures spéciales s'avèrent nécessaires dans l'intérêt de la marchandise, le commissionnaire doit, dans la mesure du possible, en informer le commettant et s'en tenir aux instructions de ce dernier. A défaut de telles instructions, il doit agir de la manière qui lui paraît la plus appropriée aux circonstances.

Article 4

Le commissionnaire sauvegarde les droits du commettant, en ce qui concerne la bonne exécution des contrats conclus par lui pour le compte de celui-ci, en présentant les réclamations voulues et, d'une manière générale, en faisant le nécessaire pour conserver au profit du commettant tous droits et recours contre toute personne responsable.

Article 5

Les droits et recours du commissionnaire contre ses co-contractants sont transférés de plein droit au commettant à partir du moment où celui-ci a manifesté l'intention de s'en prévaloir. Les co-contractants ne pourront invoquer à son encontre, par voie de compensation, leurs créances contre le commissionnaire que si celles-ci résultent du contrat afférent à la marchandise.

Le commissionnaire ne pourra s'opposer à ce transfert que dans la mesure où il possède encore, sur le commettant, des créances résultant du contrat de commission. Si un titre de commission de transport a été émis conformément au Chapitre IV, ce droit d'opposition est limité au montant de ces créances indiqué sur le titre conformément à l'article 27, paragraphe premier, lettre k).

Article 6

Le commissionnaire est tenu d'accomplir ses obligations sans retard. Il y a retard lorsque ces obligations n'ont pas été accomplies dans le délai convenu ou, s'il n'a pas été convenu de délai, lorsque la durée de leur accomplissement a dépassé, compte tenu des circonstances, le temps qu'il est raisonnable d'allouer à un commissionnaire diligent.

Article 7

1. Le commettant doit, sur la demande du commissionnaire, fournir en temps utile les renseignements voulus relativement à la marchandise, les données nécessaires à l'établissement des documents de transport et, le cas échéant, du titre de commission de transport prévu au Chapitre IV, ainsi que les renseignements requis pour l'accomplissement des formalités douanes et autres et, s'il y a lieu, pour le dédouanement de la marchandise, de même que les documents voulus à l'appui de ces renseignements.

2. Dans le cas de marchandises dangereuses ou d'autres marchandises pouvant exiger des précautions spéciales en vue de la sécurité des transports, le commettant est tenu de prendre toutes précautions nécessaires à cet effet, ainsi que d'informer le commissionnaire, en temps utile, de la nature de ces marchandises et, s'il y a lieu, des mesures spéciales à prendre qu'un commissionnaire diligent pouvait ignorer.

Lorsque le commettant n'a pas fait connaître au commissionnaire la nature de la marchandise dangereuse, celle-ci peut à tout moment et en tout lieu être déchargée, détruite ou rendue inoffensive, et ce, sans aucune indemnité.

3. Lorsque la nature de la marchandise l'exige, le commettant est tenu de la faire emballer d'une manière qui réponde aux exigences du transport.

4. Si des marques sont nécessaires pour l'identification de la marchandise, elles devront y être apposées de telle sorte qu'elles restent normalement lisibles jusqu'à la livraison.

5. Le commettant répond du préjudice pouvant résulter pour le commissionnaire de l'inobservation des obligations prévues aux paragraphes qui précèdent à moins que, en ce qui concerne les paragraphes 3 et 4, le commissionnaire n'ait pas fait de réserves au sujet de l'insuffisance ou de la défectuosité de l'emballage ou des marques, alors que cette insuffisance ou cette défectuosité était apparente ou qu'il en avait connaissance au moment de la prise en charge.

#### Article 8

Le commettant peut demander, contre rémunération spéciale, la vérification du contenu des colis au moment de la prise en charge par le commissionnaire.

#### Article 9

Si, d'après le contrat de commission, le commissionnaire a l'obligation d'accomplir la transmission de la marchandise après le dernier transport, il est tenu de livrer ou de faire livrer la marchandise au réceptionnaire désigné dans le contrat de commission ou à la personne à laquelle l'article 32 attribue cette qualité, contre paiement des créances pouvant la grever. La marchandise ne saurait être grevée d'aucune créance du commissionnaire afférente à d'autres marchandises ou résultant d'opérations étrangères au contrat de commission dont elle fait l'objet. Une contestation sur les créances pouvant grever la marchandise ne dispense pas le commissionnaire de l'obligation d'effectuer la livraison lorsque caution bonne et valable lui est fournie par le réceptionnaire ou qu'un dépôt équivalent est effectué en mains tierces.

Article 10

Si, au lieu de destination, le réceptionnaire ne prend pas livraison de la marchandise ou si, pour un autre motif, la livraison ne peut pas s'effectuer, le commissionnaire peut, à défaut d'instructions, déposer la marchandise en mains tierces aux frais et risques de l'ayant droit qu'il doit aviser de ce dépôt. Il ne répond que du choix du dépositaire et des instructions qu'il donne à celui-ci. Il peut aussi se constituer dépositaire lui-même. Il peut enfin faire vendre la marchandise pour le compte de l'ayant droit si les circonstances l'exigent et qu'elles ne lui permettent pas d'obtenir en temps utile les instructions du commettant qu'il doit aviser de la vente. La façon de procéder en cas de vente est déterminée par la loi ou les usages du lieu où se trouve la marchandise.

Article 11

Lorsque l'état de la marchandise n'a pas fait l'objet d'une constatation contradictoire, la prise de livraison de la marchandise par le réceptionnaire fait présumer, sauf preuve contraire, qu'elle a été reçue sans perte ni avarie, à moins que le réceptionnaire n'ait adressé à la personne qui a effectué la livraison des réserves indiquant la nature générale du dommage, au plus tard, s'il s'agit de perte ou d'avarie apparente, au moment de la prise de livraison, ou, s'il s'agit de perte ou d'avarie non apparente, dans les trois jours, dimanche et fêtes légales non compris, qui suivent celui de la prise de livraison. Les parties se donnent réciproquement toutes facilités raisonnables pour toutes constatations et vérifications utiles.

Article 12

Le commissionnaire répond, comme de ses propres actes et omissions, des actes et omissions de ses préposés et représentants, lorsque ceux-ci agissent dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 13

1. Le commissionnaire ne répond pas de la bonne exécution des contrats qu'il a conclus en vue d'assurer le transport international. Il répond toujours du choix de ses co-contractants et des instructions qu'il leur donne.

2. Le commissionnaire répond de la bonne exécution des prestations accessoires qu'il effectue lui-même. Il en est de même des prestations accessoires qu'il n'effectue pas lui-même bien qu'il s'y soit engagé, à moins que le fait de confier l'exécution de ces prestations à un co-contractant ne soit justifié par des circonstances nouvelles. Dans le silence des parties, et à moins que leur intention contraire ne résulte des circonstances existant au moment du contrat, le commissionnaire est présumé s'être engagé à effectuer lui-même toutes prestations accessoires.

3. Lorsque le commissionnaire effectue lui-même des prestations accessoires sans s'y être engagé, les règles qui régissent lesdites prestations fixent l'étendue de la responsabilité du commissionnaire et limitent l'indemnité pouvant être due par lui.

#### Article 14

1. Sauf stipulation contraire, le commissionnaire peut effectuer lui-même un ou plusieurs des transports qui font partie du transport international. Toutefois, il ne peut le faire que dans des conditions compatibles avec son obligation de veiller à tous égards aux droits et intérêts du commettant.

2. Il est soumis dans ce cas, en ce qui concerne l'étendue de sa responsabilité, ainsi que la limitation de l'indemnité pouvant être due par lui, aux règles qui lui seraient applicables s'il avait conclu avec le commettant un contrat de transport pour ces transports.

#### Article 15

Le commissionnaire répond du préjudice résultant de l'inexécution ou de l'exécution imparfaite des obligations lui incombant en vertu du contrat de commission, à moins qu'il ne prouve que l'inexécution ou l'exécution imparfaite de ces obligations s'est produite dans des circonstances exclusives de toute faute de sa part ou de la part des personnes dont il répond en vertu de l'article 12, la faute étant appréciée eu égard aux devoirs qui incombent à un commissionnaire diligent.

Article 16

1. Lorsque la responsabilité du commissionnaire est engagée en dehors des cas visés au paragraphe 3 de l'article 13 et aux articles 14 et 22, l'indemnité à allouer ne peut excéder la valeur réelle prouvée de la marchandise au lieu et au moment où elle a été ou aurait dû être livrée au réceptionnaire.

2. Toutefois, les dommages-intérêts pour perte ou avarie sont limités à ..... francs par kilogramme de poids brut perdu, avarié ou déprécié. Sont en outre remboursés les frais de transport et de commission, les droits et taxes d'entrée et tous autres frais encourus par le commettant à l'occasion de l'exécution du transport international, et ce, au prorata en cas de perte partielle, d'avarie ou de dépréciation.

3. Le franc visé au paragraphe précédent s'entend du franc-or d'un poids de 10/31 de gramme au titre de 0,900 de fin.

4. L'indemnité pour retard est limitée au montant des frais de transport, de commission et de tous autres frais encourus par le commettant à l'occasion de l'exécution du transport international, à l'exclusion des droits et taxes d'entrée.

Article 17

1. Au plus tard au moment où le commissionnaire prend en charge la marchandise et moyennant le paiement d'une rémunération supplémentaire, le commettant peut déclarer une valeur de la marchandise qui excède la limite prévue au paragraphe 2 de l'article 16 et, dans ce cas, le montant déclaré se substitue à cette limite.

2. Dans les mêmes conditions, le commettant peut déclarer un intérêt spécial à la livraison pour le cas de perte ou d'avarie et pour celui de retard. Cette déclaration peut faire entrer dans l'estimation de la valeur de la marchandise, pour l'application du paragraphe premier de l'article 16, des facteurs subjectifs à l'ayant droit. Elle écarte en outre l'application des paragraphes 2 à 4 de l'article 16.

Article 18

1. L'ayant droit peut demander les intérêts de l'indemnité. Ces intérêts, calculés à raison de cinq pour cent l'an, courrent du jour de la réclamation adressée par écrit au commissionnaire ou, s'il n'y a pas eu de réclamation, du jour de la demande en justice.

2. Lorsque les éléments qui servent de base au calcul de l'indemnité ne sont pas exprimés dans la monnaie du pays où le paiement est réclamé, la conversion est faite d'après le cours du jour et du lieu du paiement de l'indemnité.

Article 19

Lorsque, d'après la loi applicable, le préjudice causé par l'inexécution ou l'exécution imparfaite d'une obligation soumise à la présente Convention peut donner lieu à une réclamation extra-contractuelle, le commissionnaire peut se prévaloir des dispositions de la présente Convention qui excluent sa responsabilité ou qui déterminent ou limitent les indemnités dues par lui.

Article 20

Lorsque la responsabilité extra-contractuelle d'une des personnes dont le commissionnaire répond en vertu de l'article 12 est mise en cause, cette personne peut également se prévaloir des dispositions de la présente Convention qui excluent la responsabilité du commissionnaire ou qui déterminent ou limitent les indemnités dues par lui, le montant total des indemnités dues par le commissionnaire et par cette personne ne devant pas dépasser les limites prévues par la présente Convention.

Article 21

1. Le commissionnaire ne peut se prévaloir des dispositions de la présente Convention qui excluent sa responsabilité ou qui limitent les indemnités dues par lui, lorsque le préjudice a eu pour cause une faute commise par lui ou par l'une des personnes dont il répond en vertu de l'article 12, avec l'intention de provoquer le dommage ou d'une façon impliquant soit mépris délibéré des conséquences dommageables pouvant résulter de la conduite tenue, soit ignorance inexcusable de ces conséquences.

2. Il en est de même en ce qui concerne la responsabilité extra-contractuelle des personnes visées à l'article 12, lorsque la faute prévue au paragraphe précédent a été le fait de ces personnes.

Chapitre III. Contrat de commission avec responsabilité particulière.

Article 22

1. Les parties peuvent convenir que le commissionnaire est responsable, depuis la prise en charge de la marchandise jusqu'à sa livraison au réceptionnaire, de la bonne exécution de tous contrats conclus en vue d'assurer le transport international.

2. Lorsque l'inexécution ou l'exécution imparfaite de l'un de ces contrats est imputable au co-contractant du commissionnaire, les règles qui régissent le contrat conclu avec ce co-contractant fixent l'étendue de la responsabilité du commissionnaire et limitent l'indemnité pouvant être due par lui.

3. Dans le cas prévu au paragraphe 2, la responsabilité du commissionnaire ne peut être inférieure à celle visée aux articles 16, 17 et 21 dans la mesure où des actes ou omissions du commissionnaire lui-même ou des personnes dont il répond en vertu de l'article 12 ont contribué au préjudice.

4. Si, dans le cas prévu au paragraphe 2, la responsabilité du co-contractant se trouve supprimée ou réduite, il ne sera pas tenu compte de cette suppression ou réduction lorsque celle-ci résulte soit d'actes ou d'omissions du commissionnaire ou des personnes dont il répond en vertu de l'article 12, soit de clauses particulières stipulées dans le contrat conclu avec le co-contractant et qui ne seraient pas employées de façon constante dans de tels contrats.

Article 23

Lorsque le commissionnaire a stipulé avec le commettant un prix forfaitaire, il assume, dans les conditions prévues à l'article 22, la responsabilité de la bonne exécution des contrats qu'il conclut en vue d'assurer le transport international.

Article 24

Lorsque, pour un transport donné, la marchandise faisant l'objet du contrat de commission est groupée avec d'autres sous un titre de transport unique, le commissionnaire est présumé, sauf stipulation contraire, avoir assumé pour ce transport, dans les conditions prévues à l'article 22, la responsabilité de la bonne exécution du contrat de transport y afférent. Toutefois, par dérogation au paragraphe 2 dudit article 22, cette responsabilité est établie dans les conditions prévues audit article, comme si, pour ce transport, un titre de transport avait été créé pour la seule marchandise faisant l'objet du contrat de commission.

Chapitre IV. Titre de commission de transport internationalArticle 25

Le commissionnaire peut, à la demande du commettant, émettre un titre de commission de transport international. Dans ce cas, il est responsable, dans les conditions prévues à l'article 22, depuis la prise en charge de la marchandise jusqu'à sa livraison au réceptionnaire, de la bonne exécution de tous contrats conclus en vue d'assurer le transport international.

Article 26

1. Le titre de commission est établi en un seul exemplaire original, signé par le commissionnaire et remis au commettant.

2. Des copies certifiées conformes sont établies par le commissionnaire à la demande du commettant.

Article 27

1. Le titre de commission contient les indications suivantes:

- a) le lieu et la date de la prise en charge de la marchandise par le commissionnaire;
- b) le lieu et la date de l'établissement du titre;
- c) le nom et l'adresse du commissionnaire;
- d) la désignation du destinataire ou de la personne à l'ordre de laquelle le titre est établi, ou la mention "au porteur";
- e) les transports prévus et le mode de ces transports;
- f) le lieu de destination avec indication de toute option éventuelle;

g) suivant les indications du commettant, la dénomination courante de la marchandise ainsi que la description de celle-ci, à savoir, son mode d'emballage, ses marques, son poids, ou son volume ou sa quantité autrement exprimée, ainsi que le nombre de colis ou de pièces qu'elle peut comporter; dans le cas où l'article 8 s'applique, la description de la marchandise porte, en outre, sur le contenu des colis;

h) si le chargement a été effectué par le commettant, la mention de ce fait;

i) toute déclaration de valeur et toute déclaration d'un intérêt spécial à la livraison qui auraient été faites en vertu de l'article 17;

j) si un délai a été convenu dans lequel la transmission de la marchandise à chaque transporteur ou au réceptionnaire doit être effectuée ou dans lequel un ou plusieurs transports doivent être exécutés, le délai convenu;

k) l'indication des sommes pouvant rester dues par le réceptionnaire;

l) les instructions reçues du commettant en ce qui concerne l'assurance de la marchandise;

m) toute clause attributive de compétence judiciaire ou arbitrale stipulée dans les conditions des articles 38 et 39;

n) l'indication que le contrat de commission de transport est soumis, nonobstant toute clause contraire, aux règles de la présente Convention.

2. Les parties peuvent porter sur le titre de commission toute autre indication qu'elles jugent utile.

#### Article 28

1. En prenant la marchandise en charge le commissionnaire est tenu de vérifier l'exactitude des mentions du titre de commission relatives à la description de la marchandise, ainsi que l'état apparent de celle-ci, y compris son emballage.

2. Si l'une des mentions relatives à la description de la marchandise est trouvée inexacte, si la marchandise n'est pas en bon état apparent ou si, dans le cas prévu à l'article 8, le contenu des colis ne répond pas aux indications du commettant, le commissionnaire peut inscrire au titre de commission des réserves spécifiques à ce sujet.

3. Le commissionnaire a, en outre, la faculté d'inscrire au titre de commission des réserves au sujet des mentions relatives à la description de la marchandise ou au sujet de son état apparent qu'il n'aurait pas eu des moyens raisonnables de vérifier, mais en indiquant dans ce cas les circonstances qui l'auraient empêché de procéder à la vérification. Dans le cas prévu à l'article 8, le présent paragraphe ne s'étend pas au contenu des colis.

4. Le commissionnaire pourra notamment inscrire des réserves si la marchandise ne lui a pas été remise comptée, pesée ou autrement mesurée, de telle façon qu'il soit en mesure de procéder aux vérifications voulues à l'aide des moyens dont il dispose ou devrait raisonnablement disposer, ou à l'aide des moyens mis à sa disposition aux frais du commettant.

5. Faute de réserves formulées dans les conditions prévues aux paragraphes qui précèdent, il est présumé, jusqu'à preuve contraire, dans les relations du commissionnaire tant avec le réceptionnaire qu'avec le commettant, que la marchandise lors de la prise en charge était en bon état apparent et conforme à sa description. Dans le cas prévu à l'article 8, cette présomption s'étend au contenu des colis.

6. La réception par le commettant du titre de commission non plus que la signature par lui de ce titre ou d'une copie de ce dernier n'impliquent pas à elles seules qu'il accepte les réserves que le commissionnaire y aurait insérées.

#### Article 29

1. Le commissionnaire ne peut opposer au réceptionnaire qui a acquis de bonne foi le titre de commission aucune disposition du contrat de commission contraire aux énonciations de ce titre. Il en est de même de toute disposition visant à compléter ce titre, même en cas de référence expresse, si la disposition n'a pas été reproduite intégralement au titre. Le commissionnaire ne peut opposer non plus au réceptionnaire de bonne foi la nullité, la résolution ou la résiliation du contrat de commission.

2. Dans les rapports entre le commissionnaire et le commettant, même devenu réceptionnaire, le titre de commission ne fait foi que jusqu'à preuve contraire des conditions auxquelles le contrat de commission de transport a été conclu.

Article 30

Le titre de commission est, au choix du commettant, soit nominatif, soit à ordre ou au porteur. Le commettant détermine si le titre nominatif ou à ordre doit être établi à son nom ou à son ordre, ou au nom et à l'ordre de toute autre personne.

Article 31

1. Le titre de commission à ordre est transmissible par voie d'endossement. Toute personne au nom de laquelle un tel titre a été endossé peut l'endosser à nouveau, à moins que l'endossement ne contienne la mention "non à ordre" ou une mention équivalente.

2. L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée nulle et non avenue. Un endossement partiel est nul.

3. L'endossement peut consister dans la signature de l'endosseur sans désignation d'un endossataire (endossement en blanc). L'endossement au porteur vaut comme endossement en blanc.

4. L'endossataire d'un titre à ordre ou le porteur d'un titre endossé en blanc doit justifier de son droit par une suite ininterrompue d'endossements. Les endossements biffés sont à cet égard réputés non écrits. Lorsqu'un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis le titre par l'endossement en blanc.

Article 32

Il y a lieu d'entendre par réceptionnaire:

- le destinataire désigné au titre de commission, si ce titre est nominatif ou si, étant à ordre, il n'a pas été endossé;
- l'endossataire du titre de commission, si ce titre est à ordre et s'il a été endossé à personne dénommée;
- le porteur du titre de commission, si ce titre est au porteur ou s'il a été endossé en blanc.

Article 33

Tous droits qui, d'après la présente Convention, appartiennent au commettant, sont transférés au réceptionnaire muni de l'original du titre de commission.

Article 34

1. Le commissionnaire est tenu de livrer au réceptionnaire la marchandise contre remise du titre de commission et contre paiement des créances pouvant la grever.

2. La livraison ne peut avoir lieu que contre remise du titre.

3. Toutefois, si la personne qui se prétend réceptionnaire aux termes de l'article 32 sans produire l'exemplaire original du titre de commission rend néanmoins vraisemblable sa prétention, le commissionnaire peut lui livrer la marchandise, mais à la condition d'exiger de cette personne caution bonne et valable ou un dépôt équivalent en mains tierces.

4. Le montant de cette garantie est fixé en tenant compte de la valeur de la marchandise telle que cette valeur est déterminée au paragraphe premier de l'article 16, à moins qu'une valeur supérieure ne résulte de l'application de l'article 17, le tout majoré de 15%.

5. La caution ou le dépôt garantit la responsabilité de la personne à laquelle la livraison a été faite, encourue envers le commissionnaire et l'ayant droit en vertu du titre de commission, ainsi que la responsabilité du commissionnaire envers ledit ayant droit.

6. La caution ne peut invoquer le bénéfice de discussion; le dépôt est affecté aux créances visées au paragraphe précédent par préférence à toutes autres.

Article 35

L'exécution de toutes instructions nouvelles est subordonnée à la présentation de l'original du titre de commission, sur lequel le commissionnaire doit les inscrire en y apposant sa signature.

Article 36

Le commissionnaire veille à ce que tout titre afférent à la marchandise et émis par une personne exécutant un transport ou une prestation accessoire faisant partie du transport international de la marchandise, ne soit transféré qu'à une personne chargée d'effectuer un transport ou une prestation accessoire.

Article 37

Le commissionnaire doit réparer le préjudice subi par l'ayant droit du fait qu'il n'aurait pas observé les dispositions des articles 27, paragraphe premier, litt. n), 34, 35 ou 36, sans pouvoir invoquer le bénéfice des articles 16 et 17.

Chapitre V. Actions en justice

Article 38

1. Pour tous litiges auxquels donne lieu le contrat ou le titre de commission de transport soumis à la présente Convention, le demandeur peut, à son choix, saisir, en dehors des juridictions des pays contractants désignées d'un commun accord par les parties, les juridictions du pays sur le territoire duquel est situé:

a) le lieu où le défendeur a son établissement principal, sa résidence habituelle, ou l'établissement par l'entremise duquel le contrat de commission de transport a été conclu, ou

b) le lieu de la prise en charge de la marchandise ou celui prévu pour la livraison de celle-ci,

et ne peut saisir que ces juridictions.

2. Lorsque, dans un litige visé au paragraphe précédent, une action est en instance devant une juridiction compétente aux termes de ce paragraphe, ou lorsque dans un tel litige un jugement a été prononcé par une telle juridiction, il ne peut être intenté aucune nouvelle action

pour la même cause entre les mêmes parties, à moins que la décision de la juridiction devant laquelle la première action a été intentée ne soit pas susceptible d'être exécutée dans le pays où la nouvelle action est intentée.

3. Lorsque, dans un litige visé au paragraphe premier, un jugement rendu par une juridiction d'un pays contractant est devenu exécutoire dans ce pays, il devient également exécutoire dans chacun des autres pays contractants aussitôt après accomplissement des formalités prescrites à cet effet dans le pays intéressé. Ces formalités ne peuvent comporter aucune révision de l'affaire.

4. Les dispositions du paragraphe 3 s'appliquent aux jugements contradictoires, aux jugements par défaut et aux transactions judiciaires, mais ne s'appliquent ni aux jugements qui ne sont exécutoires que par provision, ni aux condamnations en dommages et intérêts qui seraient prononcées en sus des dépens contre un demandeur en raison du rejet total ou partiel de sa demande.

5. Il ne peut être exigé de caution des ressortissants de pays contractants, ayant leur domicile ou un établissement dans un de ces pays, pour assurer le paiement des dépens à l'occasion des actions en justice tombant sous l'application du paragraphe premier.

#### Article 39

Le contrat ou le titre de commission peut contenir une clause attribuant compétence à un tribunal arbitral à condition que cette clause prévoie que le tribunal arbitral appliquera la présente Convention.

#### Article 40

1. Les actions auxquelles peut donner lieu le contrat ou le titre de commission soumis à la présente Convention ainsi que les actions visées aux articles 19 et 20 se prescrivent dans le délai d'un an. Toutefois, dans les cas indiqués à l'article 21, ce délai est porté à trois ans. La prescription prend cours:

- a) dans le cas de perte partielle, d'avarie ou de retard, à partir du jour où la marchandise a été livrée;
- b) dans le cas de perte totale, à l'expiration d'un délai de trois mois après la prise en charge de la marchandise par le commissionnaire;

c) dans le cas prévu à l'article 9, à partir du jour où la caution a été fournie ou le dépôt effectué;

d) dans le cas indiqué à l'article 34, à partir du jour où l'ayant droit a eu connaissance de la livraison prévue audit article;

e) dans les autres cas, à l'expiration d'un délai de trois ans à dater de l'établissement du titre de commission ou, à défaut, à dater de la conclusion du contrat de commission de transport.

2. L'action contre la caution prévue à l'article 34, ainsi que celle en attribution du dépôt prévu au même article, se prescrivent dans le délai de deux ans. La prescription prend cours à partir du jour où la caution a été fournie ou le dépôt effectué.

3. Le jour indiqué comme point de départ de la prescription n'est pas compris dans le délai.

4. Une réclamation écrite suspend la prescription jusqu'au jour où elle a été repoussée par écrit et où les pièces qui y étaient jointes ont été restituées. En cas d'acceptation partielle de la réclamation, la prescription ne reprend son cours que pour la partie de la réclamation qui reste litigieuse. La preuve de la réception de la réclamation ou de la réponse et de la restitution des pièces est à la charge de la partie qui invoque ce fait. Les réclamations ultérieures ayant le même objet ne suspendent pas la prescription.

5. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, la suspension de la prescription est régie par la loi de la juridiction saisie, réglant cette matière. Il en est de même en ce qui concerne l'interruption de la prescription.

6. L'action prescrite ne peut plus être exercée, même sous forme de demande reconventionnelle ou d'exception.

7. Si les dispositions d'une Convention internationale applicable ne s'y opposent pas, les actions récursoires pourront être exercées même après l'expiration des délais prévus par les règles qui régissent ces actions, si elles sont intentées dans le délai de trois mois à partir du jour où les personnes qui les exercent ont été elles-mêmes assignées.

Chapitre VI. Loi applicable et nullité des stipulations contraires à la Convention

Article 41

1. Les questions relatives au chargement, au déchargement ainsi qu'à la manière dont la livraison doit être effectuée, pour autant qu'elles ne sont pas réglées par la présente Convention ou par des accords des parties non contraires à celle-ci, sont régies, sauf stipulation contraire, par la loi matérielle du pays où ces faits interviennent.

2. Pour toutes les autres questions qui ne sont pas réglées par la Convention ou par des accords des parties non contraires à celle-ci, le contrat de commission est régi, sauf stipulation contraire, par la loi matérielle du pays où se trouve, au moment de la conclusion du contrat, l'établissement principal du commissionnaire ou, à défaut d'établissement, la résidence habituelle dudit commissionnaire. Toutefois, si le contrat a été conclu par l'entremise d'un autre établissement du commissionnaire, la loi applicable est celle du pays où se trouve cet établissement.

Article 42

1. Est nulle toute stipulation qui, directement ou indirectement, dérogerait aux dispositions de la présente Convention. La nullité d'une telle stipulation n'entraîne pas la nullité des autres dispositions de l'accord dont elle fait partie.

2. En particulier, sont nulles toutes clauses cédant au commissionnaire le bénéfice de l'assurance de la marchandise, déplaçant le fardeau de la preuve ou soumettant les litiges à une juridiction d'un pays non contractant.

Chapitre VII. Dispositions finales

Article 43

1. La présente Convention sera ouverte jusqu'au ..... à la signature de tous les pays représentés à la Conférence Diplomatique tenue à Vienne du ..... au .....

2. La présente Convention sera ratifiée.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère Fédéral des Affaires Etrangères de la République d'Autriche.

Article 44

1. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de .....

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Ministère Fédéral des Affaires Etrangères de la République d'Autriche.

Article 45

Aucune réserve à la présente Convention ne sera admise.

Article 46

1. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle aura été déposé le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque pays qui la ratifiera ou y adhérera après que le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé, la présente Convention entrera en vigueur six mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 47

1. Chaque Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par une notification adressée au Ministère Fédéral des Affaires Etrangères de la République d'Autriche.

2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Ministère Fédéral des Affaires Etrangères de la République d'Autriche en aura reçu notification.

Article 48

1. Chaque pays pourra, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Ministère Fédéral des Affaires Etrangères de la République d'Autriche, que la présente Convention sera applicable à tout ou partie des territoires dont il assure les relations internationales.

2. Cette déclaration aura effet six mois après la date à laquelle le Ministère Fédéral des Affaires Etrangères de la République d'Autriche en aura reçu notification ou si la Convention n'est pas encore entrée en vigueur à la fin de ce délai, à dater de l'entrée en vigueur de celle-ci.

3. Chaque Partie contractante qui aura fait une déclaration conformément au paragraphe premier du présent article pourra, conformément à l'article 47, dénoncer la Convention en ce qui concerne tout ou partie des territoires intéressés.

Article 49

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention que les Parties n'auraient pu régler par voie de négociations ou par un autre mode de règlement pourra être porté, à la requête d'une quelconque des Parties contractantes intéressées, devant la Cour internationale de Justice pour être tranché par elle.

Article 50

Le Ministère Fédéral des Affaires Etrangères de la République d'Autriche notifiera aux Etats signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT):

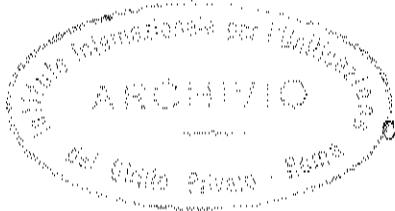
- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion;
- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention;
- d) toute déclaration reçue conformément au paragraphe 2 de l'article 48, et la date à laquelle la déclaration prendra effet;
- e) toute dénonciation reçue conformément au paragraphe premier de l'article 47 ou au paragraphe 3 de l'article 48, et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Vienne, le ....., en langues .....,  
les textes ..... faisant également foi.

L'original de la présente Convention sera déposé auprès du Ministère Fédéral des Affaires Etrangères de la République d'Autriche, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des pays signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT).

NOTE: Les dispositions finales ne contiennent ni une clause de révision, pour laquelle on pourrait s'inspirer de l'article XIV de la Convention portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (La Haye, 1<sup>er</sup> juillet 1964), ni une clause relative aux Etats fédératifs et non unitaires, pour laquelle on pourrait s'inspirer de l'article XI de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 10 juin 1958).



U.D.P. 1965 - Etudes: XXXVI  
Commission de transport - Doc. 41

C O R R I G E N D U M

- 1) Inverser l'ordre des articles 34 et 35; l'article 35 devenant article 34 et l'article 34 devenant article 35.
- 2) A l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 3, avant-dernière ligne:  
placer une virgule entre "transport" et "et l'assistance".
- 3) A l'article 36, paragraphe 1<sup>er</sup>, lettre c), 1<sup>ère</sup> ligne, lire:  
" . . . à l'expiration d'un délai de trois mois . . ." au lieu de  
" . . . à l'expiration d'un délai de trois ans . . .".
- 4) A l'article 40, paragraphe premier, lettre d), lire:  
" . . . dans le sens indiqué à l'article 35, . . ." au lieu de  
" . . . dans le sens indiqué à l'article 34, . . .".
- 5) A l'article 40, paragraphe 2, 1<sup>ère</sup> ligne, lire:  
" . . . prévue à l'article 35, . . ." au lieu de ". . . prévue à  
l'article 34, . . .".
- 6) A l'article 50, 2<sup>ème</sup> ligne, lire:  
" . . . notifiera aux pays signataires . . ." au lieu de ". . . notifiera  
aux Etats signataires . . .".

Rome, 31 janvier 1966.



U.P.L. 1965 - Paper : XXXVI  
Forwarding Agency - Doc. 41

U n i d r o i t

INTERNATIONAL INSTITUTE FOR THE UNIFICATION OF PRIVATE LAW

EXPERT COMMITTEE ON CONTRACT OF AGENCY FOR FORWARDING AGENTS  
AND ON COMBINED CARRIAGE OF GOODS

DRAFT CONVENTION

on contract of agency for forwarding agents relating to  
international carriage of goods

Rome, October 1965

Chapter I. Scope of Application.

Article 1

1. This Convention shall apply to every contract of agency for forwarding agents (hereinafter referred to as the "forwarding agency contract") relating to the international carriage of goods under the terms of which a forwarding agent undertakes to a principal, to conclude one or several contracts of carriage in his own name but on behalf of that principal, as well as to perform, or cause to be performed, incidental services.

2. For the purposes of this Convention, carriage shall be international whenever the place of taking over of the goods by the forwarding agent and the place of their delivery, as designated in the forwarding agency contract or in the international forwarding note referred to in Chapter IV, are situated in two different countries, of which at least one is a contracting country.

This shall be so irrespective of whether that carriage is to be effected by means of one or several modes of transport, irrespective of the national or international character of the stages of carriage which form part of the international carriage, and irrespective of the domicile, residence or nationality of the parties.

If an option between two or more places of delivery is provided for, only one of them need be situated in a contracting country for the Convention to apply.

3. The incidental services referred to in paragraph 1 shall include all operations incumbent upon the forwarding agent before the first stage of carriage, between two stages of carriage or after the last stage, and, in particular, the taking over of the goods at the designated place; their custody, storage, transhipment and moving; that the documents necessary for their export or import are obtained; that the customs and other formalities are complied with; that the duties, dues and other expenses incumbent upon the principal are paid in advance or that security is furnished therefor; that the condition of the goods and of its packing are checked; that the carrier is furnished with the data necessary for the making out of the carriage documents; and that assistance is made available for loading and unloading.

Chapter II. General Provisions concerning  
the Forwarding Agency Contract

Article 2

1. The forwarding agent shall safeguard the rights and interests of the principal in every respect. He shall comply with the instructions which the principal gives him within reasonable time and which are compatible with the terms of the forwarding agency contract. He shall take care that the information which he obtains on the business affairs of the principal is not made known to third parties.
2. The forwarding agent shall comply with any new instructions from the principal, unless such instructions are likely to interfere with the normal working of his undertaking or to prejudice the rights of persons entitled to other consignments.
3. The forwarding agent shall only be bound to effect an insurance of the goods if he has received instructions to that effect from the principal. In that event, in the absence of special instructions, he shall only be bound to effect insurance on usual terms.

Article 3

If special measures prove necessary in the interest of the goods, the forwarding agent shall, to such extent as is possible, inform the principal thereof and keep to the instructions of the latter. In the absence of such instructions, he shall act in the manner which appears to him to be most appropriate to the circumstances.

Article 4

The forwarding agent shall safeguard the rights of the principal to the due performance of the contracts made by the forwarding agent on his behalf, he shall make the required claims and generally do everything necessary to preserve to the principal all rights and means of recourse against any person concerned.

Article 5

The rights and means of recourse of the forwarding agent against his sub-contractors shall as of right be transferred to and be vested in the principal as soon as the principal makes clear his intention to avail himself thereof. The sub-contractors shall only be entitled to set off against the principal such debts due to them by the forwarding agent as arise from the contract referring to the goods in question.

The forwarding agent shall only be entitled to contest such a transfer to the extent that he still has debts due to him by the principal under the forwarding agency contract. If an international forwarding note has been issued as provided for in Chapter IV, this right of contesting shall be limited to the amount of those debts as mentioned on such note in pursuance of Article 27, paragraph 1, letter (k).

Article 6

The forwarding agent shall be bound to perform his obligations without delay. Delay shall be considered to occur when such obligations have not been performed within the period of time agreed upon, or, if no period was agreed upon, when the time taken for their performance has exceeded the time which, having regard to the circumstances of the case, it would be reasonable to allow a diligent forwarding agent.

Article 7

1. At the forwarding agent's request, the principal shall furnish within a reasonable time the necessary information concerning the goods, the data required for the making out of the carriage documents and, if any, of the international forwarding note provided for in Chapter IV, as well as the information required for the purposes of customs and other formalities, and, where needed, information for the purpose of clearance of the goods by the customs authorities, and such documents in support of all such information as may be necessary.

2. In the case of goods of a dangerous nature or of other goods that might require special precautions to secure safety in the process of carriage, the principal shall be bound to take all precautions necessary to that end, and to inform the forwarding agent, within a reasonable

time, of the nature of such goods and, if necessary, of the special measures which should be taken and of which a diligent forwarding agent may not be aware.

If the principal has not informed the forwarding agent of the nature of the dangerous goods, the goods may, at any time and place, be unloaded, destroyed or rendered harmless without compensation.

3. Where the nature of the goods so requires, the principal shall have them packed in such manner as the stage of carriage demand.

4. If marks are necessary for identification of the goods, they shall be affixed thereon in such manner as to ensure that they remain normally legible until delivery.

5. The principal shall be liable for any loss or damage which may be caused to the forwarding agent through breach of the obligations provided for in paragraphs 1 to 4 of this Article, unless, with regard to paragraphs 3 and 4, the forwarding agent has made no reservations concerning the insufficiency or defectiveness of the packaging or the marks, although such insufficiency or defectiveness was apparent or known to him at the time when he took over the goods.

#### Article 8

Subject to special remuneration, the principal may require the contents of the packages to be checked at the time when the forwarding agent takes over the goods.

#### Article 9

If, under the forwarding agency contract, the forwarding agent is required to effect delivery of the goods after the last stage of carriage has been completed, he shall be bound to deliver the goods, or cause them to be delivered, to the person designated as consignee in the forwarding agency contract or to the person to whom Article 32 attributes that description, against payment of debts due in respect of the goods. No debt due to the forwarding agent shall be regarded as due in respect of

the goods, which relate to other goods or which arise from transactions not connected with the forwarding agency contract concerning the goods in question. A dispute as to whether debts are due in respect of the goods shall not relieve the forwarding agent of the obligation to effect delivery, where he has been provided by the consignee with a good and valid guarantor for payment of the sum due or where deposit of an equivalent sum is made in the hands of a third party.

Article 10

If, at the place of destination, the consignee does not take delivery of the goods or if for any other reason delivery cannot be effected, the forwarding agent, in the absence of instructions, may deposit the goods in the hands of a third party, at the expense and risk of the person entitled to the goods, whom he shall inform of the deposit. The forwarding agent shall only be liable in respect of the choice of the person with whom he makes the deposit and for the instructions which he gives to him. The forwarding agent may also keep the deposit in his own hands. Finally, he may cause the goods to be sold for the account of the person entitled to them, if the circumstances demand such a course and do not permit him to obtain, within a reasonable time, instructions from the principal, whom he shall inform of the sale. The procedure in case of a sale shall be determined by the law or usage of the place at which the goods are situated.

Article 11

If the condition of the goods has not been checked by all the parties concerned, the fact that the consignee has taken delivery of the goods shall be prima facie evidence that the goods were received without loss or damage, unless the consignee has sent reservations to the person who has effected delivery, giving a general indication of the loss or damage, not later, in the case of apparent loss or damage, than the time when delivery is accepted, and in the case of loss or damage which is not apparent, within the three days which follow the date of his taking delivery, a Sunday and public holidays excepted. The parties shall give each other every reasonable facility for making all requisite investigations and checks.

Article 12

The forwarding agent shall be liable for the acts and omissions of his agents, servants and representatives when they are acting within the scope of their employment, as if such acts and omissions were his own.

Article 13

1. The forwarding agent shall not be liable for the due performance of the contracts which he has concluded in order to ensure the carrying out of the international carriage. He shall always be liable for his choice of his sub-contractors and for the instructions which he gives to them.

2. The forwarding agent shall be liable for the due performance of the incidental services which he carries out himself. The same shall apply to the incidental services which the forwarding agent does not carry out himself, although he has undertaken to do so, unless the fact that he entrusts the performance of such services to a sub-contractor is justified by new circumstances. In the absence of any statement thereon by the parties and unless their contrary intention results from the circumstances existing at the time of the making of the contract, the forwarding agent shall be prima facie presumed to have undertaken to perform all the incidental services himself.

3. Where the forwarding agent himself performs incidental services without having undertaken to do so, the rules governing such incidental services shall determine the extent of the liability of the forwarding agent and shall limit the compensation which may be due by him.

Article 14

1. Unless the contrary has been stipulated, the forwarding agent may himself effect one or several of the stages of carriage that form part of the international carriage. He may, however, only do so under conditions compatible with his obligation to safeguard the rights and interests of the principal in every respect.

2. In this event, as regards the extent of his liability and the limitation of the compensation which may be due by him, the forwarding agent shall be subject to the rules which would be applicable to him, had he concluded with the principal one contract of carriage to cover these stages of carriage.

Article 15

The forwarding agent shall be liable for the loss or damage arising from the non-performance or imperfect performance of the obligations incumbent upon him under the forwarding agency contract, unless he proves that the non-performance or imperfect performance of these obligations has arisen in circumstances excluding any wrongful act or default on his part or on the part of persons for whom he is liable under Article 12, the gravity of such a wrongful act or default being assessed in relation to the duties which are to be expected from a diligent forwarding agent.

Article 16

1. If the forwarding agent is liable in cases other than those referred to in paragraph 3 of Article 13 and in Articles 14 and 22, the compensation to be made shall not exceed the proven real value of the goods at the place and time when they were or should have been delivered to the consignee.

2. Compensation for loss or damage shall, however, be limited to ..... francs per kilogram of gross weight lost, damaged or depreciated. In addition, the expenses of carriage and forwarding, import duties and dues as well as all other expenses incurred by the principal in respect of the performance of the international carriage shall be refunded; in the case of partial loss, damage or depreciation, they shall be refunded in proportion to the loss sustained.

3. The franc referred to in paragraph 2 is the gold franc weighing 10/31 of a gramme and of a millesimal fineness of 900.

4. Compensation for delay shall be limited to the amount of the carriage and forwarding charges and of all other charges incurred by the principal in connection with the performance of the international carriage, excluding import duties and dues.

Article 17

1. Not later than at the time when the forwarding agent takes over the goods and subject to payment of additional remuneration, the principal may declare a value for the goods exceeding the limit laid down in Article 16, paragraph 2, and in that event the amount of the declared value shall be substituted for that limit.

2. Under the same conditions, the principal may declare a special interest in delivery in the case of loss, damage or delay. In applying Article 16, paragraph 1, in the determination of the value of the goods, such a declaration may include consideration of factors personal to the person entitled to the goods. Moreover, that declaration shall exclude the application of the limit laid down in Article 16, paragraphs 2 to 4.

Article 18

1. The claimant shall be entitled to claim interest on compensation payable. Such interest, calculated at five per cent per annum, shall accrue from the date on which the claim was sent in writing to the forwarding agent or, if no such claim has been made, from the date on which legal proceedings were instituted.

2. When the amounts on which the calculation of the compensation is based are not expressed in the currency of the country in which payment is claimed, conversion shall be at the rate of exchange applicable on the day and at the place of payment of compensation.

Article 19

In cases where, under the law applicable, the loss or damage caused by the non-performance or imperfect performance of an obligation arising under this Convention gives rise to an extra-contractual claim, the forwarding agent may avail himself of the provisions of this Convention which exclude his liability or which fix or limit the compensation due by him.

Article 20

In cases where the extra-contractual liability of one of the persons for whom the forwarding agent is liable under Article 12 is in issue, such person may also avail himself of the provisions of this Convention which exclude the liability of the forwarding agent or which fix or limit the compensation due by him; the total amount of the compensation due by the forwarding agent and by such person shall not exceed the limits laid down in this Convention.

Article 21

1. The forwarding agent shall not be entitled to avail himself of the provisions of this Convention which exclude his liability or limit the compensation due by him, if the loss or damage was caused by a wrongful act or default on his part or of that of one of the persons for whom he is liable under Article 12, with the intention of causing the loss or damage, or in a manner implying either a deliberate disregard of the prejudicial consequences that might result from such conduct, or inexcusable lack of awareness of such consequences.

2. The same shall apply to the extra-contractual liability of the persons referred to in article 12, if the wrongful act or default referred to in paragraph 1 was theirs.

Chapter III. Forwarding Agency Contract with Special Liability

Article 22

1. The parties may agree that the forwarding agent shall be responsible, from the time when he takes over the goods until their delivery by him to the consignee, for the due performance of all contracts made to ensure the carrying out of the international carriage.

2. If the non-performance or imperfect performance of any of such contracts is the responsibility of the forwarding agent's sub-contractor, the rules governing the contract concluded with that sub-contractor shall determine the extent of the liability of the forwarding agent and limit the compensation that may be due by him.

3. In the case referred to in paragraph 2, the liability of the forwarding agent may not be less than that provided for in Articles 16, 17 and 21, to the extent that the acts or omissions of the forwarding agent himself or of the persons for whom he is liable under Article 12 have contributed to the loss or damage.

4. If, in the case referred to in paragraph 2, the sub-contractors' liability has been excluded or is reduced, no regard shall be had to such exclusion or reduction, where it results either from acts or omissions of the forwarding agent or of persons for whom he is liable under Article 12, or from special clauses inserted in the contract concluded with the sub-contractor and which would not regularly be used in such contracts.

Article 23

Where the forwarding agent has agreed on a flat rate with the principal, he shall accept liability in accordance with the provisions of Article 22 for the due performance of the contracts which he concludes in order to ensure the carrying out of the international carriage.

Article 24

If, for a given stage of carriage, the goods to which the forwarding agency contract refers are grouped with other goods under one single carriage document, it shall be presumed, unless the contrary is stipulated, that the forwarding agent has accepted liability in accordance

with the provisions of Article 22, for the due performance of the contract of carriage in respect of that stage. Nevertheless, in derogation from Article 22, paragraph 2, the liability of the forwarding agent shall be determined in accordance with the provisions of that Article, as if, for the purposes of that stage of carriage, the carriage document had been confined to the goods to which the forwarding agency contract referred.

Chapter IV. International Forwarding Note

Article 25

At the principal's request, the forwarding agent may issue an international forwarding note. In that event, he shall be responsible under the conditions provided for in Article 22, from the time when he takes over the goods until their delivery by him to the consignee, for the due performance of all contracts made to ensure the carrying out of the international carriage.

Article 26

1. The international forwarding note shall be made out in one original, signed by the forwarding agent and handed to the principal.

2. At the principal's request, certified copies shall be made out by the forwarding agent.

Article 27

1. The international forwarding note shall contain the following particulars:

- (a) the place and the date of taking over of the goods by the forwarding agent;
- (b) the date of the international forwarding note and the place at which it is made out;
- (c) the name and address of the forwarding agent;
- (d) the designation of the consignee or of the person to whose order the document is made out, or the entry "to bearer";
- (e) the stages of carriage provided for and the particular mode of transport of each;
- (f) the place of destination and any alternative place of destination.

- (g) according to the information furnished by the principal, the ordinary description of the goods, namely the method of packing, their marks, their weight, volume or quantity otherwise expressed, and the number of packages or items of which they may consist; where Article 8 is applicable, the description of the goods shall also extend to the contents of the packages;
- (h) if the loading was carried out by the principal, mention to that effect;
- (i) any declaration of value and any declaration of special interest in delivery made in pursuance of Article 17;
- (j) if a period of time has been agreed, within which the transfer of the goods to each carrier or to the consignee must be effected or within which one or several stages of carriage have to be carried out, indication of that period;
- (k) indication of the sums that may remain due by the consignee;
- (l) the principal's instructions to the forwarding agent regarding insurance of the goods;
- (m) any clause providing for jurisdiction of a court or tribunal or for arbitration agreed upon under the conditions of Articles 38 and 39;
- (n) a statement that the forwarding agency contract is subject, notwithstanding any clause to the contrary, to the provisions of this Convention.

2. The parties may enter in the international forwarding note any other particulars which they may consider useful.

#### Article 28

1. On taking over the goods, the forwarding agent shall check the accuracy of the statements in the international forwarding note as to the description of the goods, and the apparent condition of these goods including their packaging.

2. If one of the statements concerning the description of the goods is found to be inaccurate, if the goods are not in apparent good condition or if, in the case referred to in Article 8, the contents of the packages do not correspond with the statements of the principal, the forwarding agent may enter specific reservations thereon in the international forwarding note.

3. The forwarding agent may also enter in the international forwarding note reservations concerning the statements on the description of the goods or concerning their apparent condition, when he had no reasonable means of checking them, specifying, however, the circumstances which have prevented him from checking them. In the case referred to in Article 8, this paragraph shall not apply to the contents of the packages.

4. The forwarding agent may, in particular, enter reservations if the goods have not been handed over to him counted, weighed or otherwise measured in such a way that he can check them with the help of means which were or might reasonably be expected to be at his disposal or of means put at his disposal at the principal's expense.

5. If no reservations are entered in accordance with paragraphs 1 to 4, it shall be presumed, unless the contrary is proved, in the relations of the forwarding agent both with the consignee and with the principal, that the goods were, when they were taken over, in good condition and corresponded with their description. In the case referred to in Article 8, that presumption shall extend to the contents of the packages.

6. Neither the acceptance by the principal of the international forwarding note nor his signature thereon or on one of its copies shall of themselves imply acceptance on the principal's part of the reservations which the forwarding agent may have entered thereon.

#### Article 29

1. The forwarding agent may not invoke against the consignee who has acquired the international forwarding note in good faith, any provision of the forwarding agency contract contrary to the provisions of that note. The same shall apply to any provision intended to complete such note, even in the case of express reference thereto, unless that provision has been reproduced word for word in that document. Nor may the forwarding agent invoke against the consignee acting in good faith, the invalidity, rescission or termination of the forwarding agency contract.

2. As between the forwarding agent and the principal, even if the latter has himself become consignee, the international forwarding note shall be prima facie evidence of the terms under which the forwarding agency contract was concluded.

Article 30

At the principal's choice, the international forwarding note shall be made out to a named person or "to order" or "to bearer". The principal shall determine whether the note made out to a named person or to order is to be made out to his own name or to his order, or to the name or order of any other person.

Article 31

1. The international forwarding note which is made out "to order" may be transferred by means of endorsement. Every person in whose name such a note has been endorsed may re-endorse it, unless the endorsement contains the mention "not to order" or any equivalent mention.
2. An endorsement must be unconditional. Any condition to which it is made subject shall be considered to be null and void. A partial endorsement shall be null and void.
3. The endorsement may consist of the signature of the endorser without naming an endorsee (endorsement in blank). An endorsement "to bearer" shall be equivalent to an endorsement in blank.
4. The endorsee of an international forwarding note made out "to order" or the bearer of a note endorsed in blank, shall establish his title through an uninterrupted series of endorsements. In this connection, cancelled endorsements shall be disregarded. When an endorsement in blank is followed by another endorsement, the person who signed this last endorsement shall be deemed to have acquired the note by the endorsement in blank.

Article 32

The term "consignee" shall be understood to include:

- the consignee mentioned in the international forwarding note, if that note is to a named person or, if it was made out "to order", if it has not been endorsed;
- the endorsee of the international forwarding note, if that note was made out "to order" and endorsed to a named person;
- the bearer of the international forwarding note, if that note was made out "to bearer" or endorsed in blank.

Article 33

All rights granted to the principal under this Convention shall be transferred to the consignee holder of the original of the international forwarding note.

Article 34

The carrying out of any new instructions is subjected to presentment of the original of the international forwarding note, on which the forwarding agent shall enter such instructions and place his signature.

Article 35

1. The forwarding agent shall deliver the goods to the consignee against handing over of the international forwarding note and payment of debts due in respect of the goods.

2. Delivery may only take place against handing over of the international forwarding note.

3. If, however, the person claiming to be the consignee under the terms of Article 32, without producing the original of the international forwarding note, reasonably justifies his contention, the forwarding agent may deliver the goods to that person, provided that he demands of that person a good and valid guarantor or a deposit of an equivalent sum in the hands of a third party.

4. The amount of such guaranty shall be fixed in relation to the value of the goods as determined in accordance with paragraph 1 of Article 16, unless the application of Article 17 leads to higher value; in all cases 15% shall be added.

5. The guarantor or the deposit shall cover the liability of the person to whom delivery was made to the forwarding agent and the person entitled to dispose of the goods under the international forwarding note, as well as the liability of the forwarding agent in respect of the person so entitled.

6. The guarantor may not invoke a right to require recourse to be had first against the principal debtor ("bénéfice de discussion"); the deposit shall be allocated to the payment of the debts mentioned in paragraph 5 in preference to all other.

Article 36

The forwarding agent shall take care that all documents of title concerning the goods and issued by persons effecting stages of carriage or incidental services which form part of the international carriage of the goods are only transferred to persons entrusted with the carrying out of stages of carriage or of incidental services.

Article 37

The forwarding agent shall compensate any damage suffered by the person entitled to the goods from the fact that the forwarding agent would not have complied with the provisions of Article 27, paragraph 1, (n), or Articles 34, 35 and 36, but he may not claim the benefit of Articles 16 and 17.

Chapter V. Legal Proceedings

Article 38

1. In respect of all disputes arising out of a forwarding agency contract or an international forwarding note under this Convention, the claimant may bring proceedings, at his choice, in any court or tribunal of a contracting country designated by agreement between the parties, or in the courts or tribunals of a country within whose territory is situated:

- (a) the place where the defendant has his principal place of business, is habitually resident, or has the place of business through which the forwarding agency contract was made, or
  - (b) the place where the goods were taken over or the place designated for delivery,
- but in no other courts or tribunals.

2. Where, in respect of a dispute referred to in paragraph 1, proceedings are pending before a court or tribunal competent under that paragraph, or where in respect of such a dispute judgment has been given by such a court or tribunal, no new proceedings may be brought between the same parties on the same grounds unless the judgment of the court or tribunal before which the first proceedings were brought is not enforceable in the country in which the fresh proceedings are brought.

3. Where, in the case of a dispute as referred to in paragraph 1, judgment given by a court or tribunal of a contracting country has become enforceable in that country, it shall also become enforceable in each of the other contracting countries, as soon as the formalities required in the country concerned have been complied with. These formalities shall not include any reexamination of the merits of the case.

4. The provisions of paragraph 3 shall apply to judgments after trial, judgments by default and settlements confirmed by an order of the court, but shall not apply to interim decisions on preliminary points or to awards of damages, in addition to costs awarded against a claimant by reason of the total or partial rejection of his claim.

5. Security for costs shall not be required from nationals of contracting countries who have their domicile or a place of business in one of those countries, in order to guarantee payment of costs arising from legal proceedings falling within the application of paragraph 1.

Article 39

The forwarding agency contract or the international forwarding note may contain a clause conferring jurisdiction on a arbitration tribunal provided that that clause provides that the tribunal shall apply this Convention.

Article 40

1. The period of limitation for proceedings arising out of a forwarding agency contract or of an international forwarding note under this Convention as well as those arising from Articles 19 and 20, shall be one year. Nevertheless, in the cases referred to in Article 21, the period of limitation shall be extendend to three years. The period of limitation shall begin to run:

- (a) in the case of partial loss, damage or delay in delivery, from the date of delivery;
- (b) in the case of total loss, on the expiry of a period of three months after the taking over of the goods by the forwarding agent;
- (c) in the case referred to in Article 9, from the date on which the guarantor was provided or the deposit made;
- (d) in the case referred to in Article 35, from the date on which the delivery referred to in that Article has come to the knowledge of the person entitled to the goods;
- (e) in all other casos, on the expiry of a period of three months after the international forwarding note was made out, or, in the absence of an international forwarding note, after the conclusion of the forwarding agency contract.

2. The period of limitation in respect of any proceedings against the guarantor referred to in Article 35, and of any proceedings for obtaining the deposit referred to in the same Article, shall be two years. The period of limitation shall begin to run from the date on which the guarantor was provided or the deposit made.

3. The day on which the period of limitation begins to run shall not be included in the period.

4. A written claim shall suspend the running of the period of limitation until such date as the claim is rejected by notice in writing and the documents attached thereto are returned. If part of the claim is admitted, the period of limitation shall start to run again only in respect of that part of the claim still in dispute. The burden of proof of the receipt of the claim, or of the reply and of the return of the documents, shall rest with the party relying upon these facts. The running of the period of limitation shall not be suspended by the making of further claims having the same object.

5. Subject to the provisions of paragraph 4, suspension of the period of limitation shall be governed by the provisions of the law of the court or tribunal seised of the case, settling this matter. That law shall also govern the fresh accrual of rights of action.

6. A right of action which has become time-barred may not be exercised by way of counter-claim or by way of any other form of defence.

7. Provided the provisions of an international Convention are not contrary thereto, proceedings for recovery against third parties may be made even after the expiry of the periods prescribed for in the rules governing such proceedings, if they are brought within three months after the date on which the claimants for such recovery were themselves proceeded against.

Chapter VI. Law Applicable and Nullity of

Stipulations Contrary to the Convention

Article 41

1. Insofar as they are not governed by this Convention or by agreements non-contrary thereto between the parties, questions relating to loading, unloading and the manner in which the delivery is to be effected shall, in the absence of an agreement to the contrary, be subject to the substantive law of the country in which those facts take place.

2. As regards all the other questions which are not governed by this Convention or by agreements non-contrary thereto between the parties, the forwarding agency contract shall, in the absence of an agreement to the contrary, be subject to the substantive law of the country in which is situated at the time of the conclusion of the contract the principal place of business of the forwarding agent, or if there is no place of business, the place where that forwarding agent is habitually resident. If, however, the contract was made through another place of business of the forwarding agent, the law applicable shall be that of the country where that place of business is situated.

Article 42

1. Any stipulation which would directly or indirectly derogate from the provisions of this Convention shall be null and void. The nullity of such a stipulation shall not involve the nullity of the other provisions of the contract of which it forms part.

2. In particular, any clause assigning benefit of insurance in favour of the forwarding agent, shifting the burden of proof or submitting disputes to a court or tribunal of a non-contracting country shall be null and void.

Chapter VII. Final Provisions

Article 43

1. This Convention shall be open for signature from ..... to ..... to the signature of all countries represented in the Diplomatic Conference held at Vienne from ..... to .....
2. This Convention shall be ratified.
3. Instruments of ratification shall be deposited with the Federal Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Austria.

Article 44

1. This Convention shall be open to accession by .....
2. Instruments of accession shall be deposited with the Federal Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Austria.

Article 45

No reserve to this Convention shall be admitted.

Article 46

1. This Convention shall come into force six months after the date on which the fifth instrument of ratification or accession has been deposited.
2. For any country ratifying or acceding to this Convention after the fifth instrument of ratification or accession has been deposited, this Convention shall come into force six months after the said country has deposited its instrument of ratification or accession.

Article 47

1. Each Contracting Party may denounce this Convention by a notice addressed to the Federal Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Austria.
2. Such denunciation shall take effect twelve months from the date on which the Federal Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Austria has received notice thereof.

Article 48

1. Any country may, at the time of depositing its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare, by a notice addressed to the Federal Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Austria, that this Convention shall apply to all or part of the territories for whose international relations it is responsible.
2. Such declaration shall have effect six months after the date on which the Federal Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Austria shall have received notice thereof or, if at the end of such period the Convention has not yet come into force, from the date of its entry into force.
3. Each Contracting Party which has made a declaration in accordance with paragraph 1 of this Article may, in accordance with Article 47, denounce this Convention in relation to all or part of the territories concerned.

Article 49

Any dispute between two or more Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Convention, which the Parties are unable to settle by negotiation or other means may, at the request of any one of the Parties concerned, be referred for settlement to the International Court of Justice.

Article 50

The Federal Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Austria shall give notice to the signatory or acceding countries and to the International Institute for the Unification of Private Law (UNIDROIT), of:

- (a) any signature;
- (b) the deposit of any instrument of ratification or accession;
- (c) the date on which this Convention enters into force;
- (d) any declaration received in accordance with Article 48, paragraph 2, and the date on which such declaration takes effect;
- (e) any denunciation received in accordance with Article 47, paragraph 1, or Article 48, paragraph 3, and the date on which the denunciation takes effect.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at Vienna, the ..... , in ..... (languages), the ..... texts being equally authentic.

The original of this Convention shall be deposited with the Federal Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Austria who shall transmit certified copies thereof to each of the signatories and acceding countries and to the International Institute for the Unification of Private Law (UNIDROIT).

Note: In the Final Provisions there is neither a "revision clause" nor a clause concerning federal and non-unitary States. For the first purpose, guidance might be obtained from Article XIV of the Convention relating to a Uniform Law on the International Sale of Goods (The Hague, July 1, 1964), and for the second, from Article XI of the Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards (New York, June 10, 1958).